



PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Gaza : pour la première fois, Joe Biden conditionne ses livraisons d'armes offensives à Israël

Le président des États-Unis a haussé le ton mercredi, prévenant que son pays cesserait en partie d'apporter de l'aide militaire à Israël si la ville de Rafah, où est piégé plus d'un million de Palestiniens, était attaquée. Il a reconnu que des civils avaient été tués par des bombes américaines.

La rédaction de Mediapart (avec l'AFP) - 9 mai 2024 à 11h41

C'est une déclaration qui pourrait marquer un tournant dans les relations entre les États-Unis et Israël, dont Washington, allié historique, est le premier soutien militaire depuis les attaques menées par le Hamas le 7 octobre. Mercredi soir, dans un entretien avec la chaîne CNN, le président américain Joe Biden a posé pour la première fois des conditions à la livraison d'armes offensives à Israël : si les soldats israéliens « *entrent à Rafah, [il] ne leur livrerai[t] pas les armes qui ont toujours été utilisées [...] contre des villes* », a-t-il dit, citant notamment des « *obus d'artillerie* ».

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, répète depuis des mois être déterminé à lancer une offensive terrestre d'ampleur contre cette ville du sud de l'enclave où, affirme-t-il, se cachent les derniers bataillons du Hamas. Rafah abrite 1,4 million de Palestinien·nes, dont plus d'un million déplacé par sept mois de combats et de bombardements qui ont laissé en ruine le reste de la bande de Gaza.

L'armée israélienne a commencé de déployer mardi des chars dans la ville de Rafah et pris le contrôle du point de passage à la frontière avec l'Égypte – un lieu de passage stratégique, où transite l'aide humanitaire en direction des déplacé·es internes gazaoui·es.

C'est la première fois que le président démocrate de 81 ans pose ainsi publiquement des conditions au soutien militaire américain à Israël. Interrogé sur la décision américaine de suspendre la semaine dernière la livraison d'une cargaison de bombes, il a répondu : « *Des civils ont été tués à Gaza à cause de ces bombes* », tout en ajoutant que « *c'est mal* ».

Selon un haut responsable américain sous couvert d'anonymat, cité par l'AFP, une cargaison composée de « *1 800 bombes de 2 000 livres [907 kg – ndlr] et de 1 700 bombes de 500 livres [226 kg – ndlr]* » a été suspendue la semaine dernière.

Interrogé sur l'opération militaire qu'Israël a d'ores et déjà lancée à Rafah, Joe Biden a dit qu'elle ne touchait pas des « *centres de population* », laissant donc entendre qu'il ne s'agit pas là d'une offensive majeure exigeant une réaction de sa part.

« *Je l'ai dit clairement à Bibi [le premier ministre Benjamin Nétanyahou – ndlr] et au cabinet de guerre, ils n'auront pas notre soutien s'ils entrent vraiment dans les centres de population* », a toutefois précisé le président américain.

Il a néanmoins assuré que les États-Unis continueraient à « *assurer qu'Israël est protégé par le Dôme de fer* », son bouclier de défense antiaérienne.

À la suite de l'attaque du Hamas, Joe Biden avait endossé le rôle de premier soutien à Israël. Mais sa relation avec Benjamin Nétanyahou a connu plusieurs épisodes de forte tension, et pourrait atteindre un point de rupture autour de la question de Rafah.

« Dur à entendre »

« *C'est une déclaration très dure à entendre et décevante de la part d'un président à qui nous avons été reconnaissants depuis le début de la guerre* », a réagi Gilad Erdan à la radio publique israélienne, après les déclarations de Joe Biden sur CNN.

« Il est assez clair que n'importe quelle pression sur Israël, n'importe quelle restriction qui lui est imposée, même de la part d'alliés proches soucieux de nos intérêts, est interprétée par nos ennemis » et « leur donne espoir », a-t-il ajouté.

« Si Israël est empêché d'entrer dans une zone aussi importante que le centre de Rafah, où il y a des milliers de terroristes, d'otages et les dirigeants du Hamas, comment l'objectif d'anéantir le Hamas est-il censé être atteint ? », a encore interrogé l'ambassadeur israélien.

« En définitive, l'État d'Israël fera ce qu'il pense qui doit être fait pour la sécurité de ses citoyens », a-t-il affirmé.

Selon Politico, la publication du rapport de l'administration Biden visant à savoir si Israël a violé le droit humanitaire américain et international depuis les attaques du Hamas le 7 octobre et la riposte israélienne dans la bande de Gaza, qui était attendue mercredi, a été retardée sans davantage d'explications, et sans nouvelle date de diffusion.

Dès mercredi matin, le Qatar a appelé la communauté internationale à mener une « action urgente » pour permettre d'empêcher que la ville de Rafah « ne soit envahie » et qu'un « crime de génocide » ne soit commis. Le pays joue un rôle primordial dans les négociations visant à permettre un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas (ce dernier a donné son accord à une proposition lundi, sans empêcher l'incursion de Tsahal à Rafah).

Aux côtés du Qatar et de l'Égypte, les États-Unis assurent une médiation qui tente depuis des mois de convaincre Israël et le Hamas de conclure une trêve censée permettre notamment une pause dans la guerre et la libération de détenus palestiniens des prisons israéliennes contre des otages enlevés par le Hamas le 7 octobre. Des négociations indirectes ont repris mercredi au Caire pour tenter de parvenir à un compromis et éviter l'assaut annoncé sur Rafah.

La rédaction de Mediapart (avec l'AFP)